



Commentaires du Groupe Canal + relatifs à l'analyse du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle

Le Groupe Canal + (ci-après « Canal + ») se félicite de la mise en consultation par l'ARCEP de son analyse du bilan et des perspectives d'évolution de la régulation du marché de la diffusion audiovisuelle, marché qui connaît actuellement d'importantes évolutions capitalistiques et technologiques.

En résumé, Canal + partage dans ses grands traits le bilan dressé par l'Autorité sur l'évolution et l'état actuel du marché de la diffusion audiovisuelle et en particulier sur la position prééminente de TDF sur ce marché.

Canal + considère que les principales conclusions à tirer de ce bilan sont les suivantes :

- le maintien et même l'adaptation d'un dispositif de régulation ex ante sur le marché de la diffusion audiovisuelle est indispensable,
- cette régulation plus efficace doit viser principalement le marché de la diffusion en mode numérique, le maintien d'obligations de séparation comptable et de comptabilisation des coûts relatives à la diffusion en mode analogique se justifiant pleinement jusqu'à l'extinction définitive de cette dernière,
- le marché de la diffusion de la TMP doit être inclus dans le marché de gros pertinent, permettant ainsi à l'Autorité d'imposer, le cas échéant, des obligations à TDF en fonction du développement de ce marché,
- le scénario n°2 de régulation proposé par l'ARCEP, avec certains amendements, nous semble le plus adapté à la fois aux caractéristiques structurelles et aux évolutions récentes du marché de la diffusion audiovisuelle. Il conviendrait ainsi d'imposer à TDF une obligation d'orientation vers les coûts pour l'ensemble de ses sites non répliquables, qui s'étendent vraisemblablement au-delà des sites du réseau principal. Sur les autres sites, une obligation d'orientation vers les coûts sous réserve de ne pas pratiquer des tarifs d'éviction serait plus appropriée qu'une simple proscription des tarifs d'éviction,
- sous réserve de la mise en œuvre effective des évolutions du dispositif de régulation du marché de gros amont correspondant, une régulation ex ante du marché aval des services de diffusion de la télévision en mode numérique ne nous semble pas pertinente..

Question 1 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'opportunité de maintenir un dispositif de régulation ex ante sur le marché de gros des services de diffusion hertzienne terrestre, dans la mesure où ce marché ne figure plus dans la liste

des marchés pertinents annexée à la recommandation correspondante de la Commission européenne.

Une des raisons ayant conduit la Commission européenne à finalement retirer le marché 18 de la liste des marchés pertinents annexée à la recommandation a résidé dans les disparités très fortes existantes entre les marchés de la diffusion audiovisuelle des différents Etats membres. Et **c'est justement du fait des spécificités propres au marché français qu'il nous semble opportun et même indispensable de maintenir en France un dispositif de régulation ex ante.**

Canal + avait d'ailleurs plaidé au moment de sa révision par la Commission européenne pour un maintien du marché 18 dans la recommandation sur les marchés pertinents. Cette position était largement partagée par les acteurs du secteur de l'audiovisuel et leurs associations européennes représentatives, comme l'Association européenne des télévisions commerciales (ACT) et l'Union européenne de radiotélévisions (UER), mais aussi par les autorités françaises qui considéraient « qu'en égard à l'évolution concurrentielle de ce marché en France », le maintien de ce marché dans la recommandation se justifiait.

La recommandation européenne du 17 décembre 2007 prévoit dans son premier considérant que « L'objectif est de réduire progressivement la réglementation sectorielle ex ante au fur et à mesure que la concurrence s'intensifie sur le marché. ». Or, comme il sera démontré ci-dessous, **la concurrence ne s'est aucunement intensifiée sur le marché français de la diffusion audiovisuelle depuis son inscription en tant que « marché pertinent » dans la première recommandation de la Commission le 11 février 2003.** Au contraire, un certain nombre d'éléments tendent à prouver que la concurrence sur ce marché régresse. A lui seul, ce constat pourrait justifier le maintien d'un dispositif de régulation ex ante sur le marché 18 mais il sera bien évidemment démontré également ci-dessous que le « test des trois critères » s'applique au cas présent.

D'ores et déjà, on peut noter que l'argument de la Commission européenne sur une plus grande concurrence entre plateformes numériques trouve ses limites appliqué à la situation française. Premièrement, le taux de pénétration du câble en France est très faible comparé à d'autres Etats membres. La France compte moins d'un million d'abonnés au haut débit via le câble. En second lieu, la couverture de la télévision par ADSL reste inférieure à 50% de la population. Même si ce taux est encore susceptible d'augmenter un peu dans les prochaines années, il restera néanmoins très éloigné de celui de la diffusion de la télévision par voie hertzienne. En effet, le dégroupage de très petits NRA ne se justifie pas économiquement et, par ailleurs, l'Autorité a renoncé à imposer à France Télécom de proposer une offre de gros en Ethernet permettant de fournir des services de télévision en dehors des zones dégroupées. Enfin, le déploiement de la fibre jusqu'à chez l'abonné, du fait de son coût et des complexités liées à son déploiement (saturation des fourreaux de France Télécom, obtention des accords syndics pour installer la fibre dans les immeubles, désaccord des opérateurs sur la question de la mutualisation de la fibre dans les immeubles...) ne constituera pas une concurrence crédible à la diffusion hertzienne à horizon trois ans. A cet égard,

Orange, elle-même, vient d'annoncer la mise en œuvre partielle d'investissements plus importants dans la fibre à partir de 2010 seulement.

Canal + n'est pas le seul à s'inquiéter d'un recul de la concurrence sur le marché de la diffusion audiovisuelle puisqu'il faut souligner que des parlementaires proposent dans le cadre de l'examen actuel du projet de loi sur l'audiovisuel un amendement visant à la remise par le gouvernement au Parlement « d'un rapport relatif à l'état de ce marché [...] et aux éventuelles modifications, notamment législatives, à opérer afin d'assurer un fonctionnement optimal de celui-ci. ».

Par ailleurs, Canal + tient à écarter d'emblée un argument parfois soulevé par les partisans de la disparition de toute intervention réglementaire sur le marché 18 et selon lequel ce marché ne représenterait pas un enjeu suffisamment important pour que le régulateur s'y intéresse ou que ce dernier devrait concentrer ses efforts sur des marchés plus stratégiques, comme le haut débit, plus directement dans son champ de compétence. Nonobstant le fait que la législation en vigueur ne fait aucun lien entre l'intervention ou le degré d'intervention d'un régulateur et la taille ou le poids économique d'un marché, il s'avère que la révolution numérique en cours, se manifestant par le rapprochement des acteurs du monde de l'audiovisuel et celui des réseaux, confère au marché 18 une importance accrue.

Un autre élément plaçant pour le maintien d'un dispositif de régulation ex ante réside dans la concomitance entre le passage d'un mode de diffusion à un autre et le renouvellement des contrats de diffusion entre éditeurs ou opérateurs de multiplexe et TDF. En ce qui concerne Canal +, la quasi-totalité de ses contrats (d'une durée de 5 ans), couvrant les sites du réseau principal, arrivera à échéance à l'horizon d'analyse du marché. Les sites du réseau principal, il faut le rappeler, représente environ la moitié du marché total en valeur. Il est donc essentiel qu'à cette occasion un dispositif réglementaire garantisse aux utilisateurs des offres de TDF une pérennité des conditions techniques et tarifaires dont ils bénéficient. En particulier, il convient que des obligations de séparation comptable et de comptabilisation des coûts donnent à l'ARCEP une visibilité suffisante sur les coûts réels de déploiement de la TNT pour que ce déploiement ne soit pas l'occasion d'un renchérissement artificiel par TDF du coût de ses offres (cf. infra réponse à la question 12).

Enfin, Canal + considère que le maintien du dispositif réglementaire se justifie aussi par le caractère très récent des obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposée à TDF. En effet, les modalités de mise en œuvre de ces obligations n'ont été définies que dans une décision de l'ARCEP du 8 avril 2008 qui fixe la date des premières restitutions de TDF au 28 février 2009. **Décider de supprimer tout dispositif de régulation ex ante aujourd'hui reviendrait donc à priver de tout effet utile les remèdes précédemment définis**, l'ARCEP n'étant plus en mesure de tirer aucune conclusion des premiers audits des comptes de TDF. La Commission européenne elle-même, dans ses commentaires au projet de décision de l'ARCEP de 2008, a attiré l'attention « sur le fait que les détails des remèdes relatifs à la comptabilisation des coûts et la séparation comptable sont notifiés deux ans après la

mesure finale suivant l'adoption de la première analyse de marché et seulement un an avant que la présente mesure ne soit censée expirer. ».

En proposant de maintenir un dispositif de régulation ex ante sur le marché 18, bien que celui-ci ne figure plus dans la recommandation de 2007, l'ARCEP ne fera qu'appliquer un pouvoir qui lui est expressément dévolu par la directive « cadre » 2002/21/CE : « il appartient aux autorités réglementaires nationales de définir les marchés pertinents correspondant aux circonstances nationales, en particulier les marchés géographiques pertinents sur leur territoire. ».

La recommandation de 2007 avait même anticipé le cas précis d'un marché, comme le marché 18, figurant dans la recommandation de 2003 et retiré dans la nouvelle version du texte : « Pour les marchés figurant à l'annexe de la recommandation 2003/311/CE qui ne sont pas énumérés à l'annexe de la présente recommandation, les autorités réglementaires nationales devraient être compétentes pour appliquer le test des trois critères afin de déterminer, sur la base des circonstances nationales, si un marché est toujours susceptible de faire l'objet d'une réglementation ex ante. ».

Question 2 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'application du « test des trois critères » au présent marché.

D'une manière générale, Canal + partage l'analyse faite par l'Autorité sur l'évolution du marché de la diffusion audiovisuelle et sur l'application du test des trois critères à ce marché. Pour Canal +, cette analyse conduit de manière évidente à la conclusion que **le « test des trois critères » est parfaitement vérifié** et donc qu'une régulation ex ante se justifie sur le marché français de la diffusion audiovisuelle.

Ainsi, Canal + se contentera d'apporter ici quelques éléments d'informations complémentaires qui le plus souvent confirment l'analyse de l'Autorité ou plus rarement la nuancent :

Sur l'existence de barrières élevées et non provisoires à l'entrée

- Sur le calendrier réglementaire de déploiement de la TNT

Canal + considère, comme l'Autorité, qu'un délai suffisant entre la publication des gabarits par le CSA et la diffusion à partir d'un site est nécessaire pour que des concurrents à TDF aient le temps de rechercher des sites alternatifs et proposer des offres aux multiplexes. Ce délai, très insuffisant lors des premières étapes de déploiement de la TNT, est aujourd'hui plus satisfaisant.

Pour autant, on ne peut que constater que le calendrier de déploiement de la TNT, qui prévoit la fin du passage au tout numérique audiovisuel au 30 novembre 2011, est ambitieux. Cette rapidité dans le déploiement de la diffusion numérique ne saurait être remise en cause compte tenu notamment des surcoûts engendrés par la coexistence de deux modes de diffusion.

- Sur les contraintes d'urbanisme et des collectivités territoriales

Ces contraintes, qui constituent une véritable barrière à l'entrée pour l'établissement d'un réseau de diffusion, risquent d'être de plus en plus prégnantes sous l'effet de la pression des associations de consommateurs et de riverains et de la sensibilisation accrue de la société aux questions environnementales et de santé publique. Les questions des antennes relais et de la dangerosité des ondes électromagnétiques ont été largement débattues dans le cadre du Grenelle de l'Environnement et de nouvelles réglementations dans le domaine pourraient voir le jour. De même, il convient de noter que le tribunal de Grande instance de Nanterre a ordonné "pour la première fois" en France, le 18 septembre dernier, le démontage d'une antenne relais de téléphonie mobile au nom du principe de précaution, estimant qu'il y avait un risque potentiel sur la santé des riverains.

Sur l'absence de perspectives d'évolution vers une situation de concurrence effective

Trois années après la mise en œuvre d'un dispositif de régulation du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle, la position de TDF sur ce marché reste prééminente. La part de marché de TDF en nombre de sites de diffusion analogique atteint presque 100% puisqu'elle détient la totalité des sites de diffusion du réseau principal analogique et maîtrise environ 3500 sites d'un réseau secondaire qui en compte 3551. Concernant la diffusion en mode numérique, l'état de la concurrence est à peine meilleur. Ainsi, au stade actuel de déploiement de la TNT, 94,8% des sites sont détenus par TDF, qui assure la diffusion d'environ 74% des fréquences. De plus, il convient de noter que dans les dernières phases de ce déploiement, la concurrence à TDF était nulle. A ce jour, après l'ouverture de la phase 7c, **la part totale du marché en valeur de TDF reste supérieure à 95%.**

Par ailleurs, sur les trois principaux diffuseurs ayant émergés depuis le lancement de la TNT, deux ont déjà été rachetés par TDF et le troisième **TowerCast, seul concurrent restant à TDF, est en vente.**

Au-delà de ce constat, qui s'ajoute déjà à celui de l'existence de barrières structurelles et persistantes à l'entrée sur le marché, on peut noter que le contexte économique mondial rend encore plus aléatoire l'apparition d'acteurs disposant de ressources financières suffisantes pour investir dans la création de sites alternatifs à ceux de TDF, sans l'avantage des économies d'échelle et d'envergure dont bénéficie ce dernier.

Concernant CNH, Canal + confirme qu'il n'envisage ni de déployer des sites en propre alternatifs à ceux de TDF, ni d'accroître son autodiffusion sur le réseau complémentaire.

Sur l'insuffisance du droit de la concurrence seul pour remédier aux défaillances du marché

Il est à noter que depuis la mise en œuvre par l'ARCEP d'un dispositif réglementaire ex ante en 2006, le Conseil de la concurrence a été saisi par deux fois de pratiques mises en œuvre sur le marché de la diffusion audiovisuelle. Ce constat appelle de la part de Canal + un certain nombre de commentaires qui tendent tous à révéler l'insuffisance du droit de la concurrence seul pour remédier aux défaillances du marché et la nécessité de maintenir un dispositif de réglementation ex ante :

- ces saisines confirment d'abord l'existence de « tensions » concurrentielles évidentes sur un marché des services de diffusion audiovisuelle sur lequel un acteur occupe une position prééminente,
- ces saisines ne visent pas l'ensemble des pratiques de TDF sur le marché des services de diffusion audiovisuelle mais d'une part le marché de la diffusion hertzienne terrestre des services audiovisuels en mode analogique et d'autre part un appel d'offre pour la concession du site spécifique de la tour Eiffel. En particulier, les engagements pris par TDF dans la décision n°07-D-30 du 5 octobre 2007 ne concernent que l'activité de diffusion en mode analogique de TDF. Il est expressément prévu dans cette décision que « l'obligation de renseigner le Conseil de la concurrence et le Conseil supérieur de l'audiovisuel prendra fin avec l'extinction de la diffusion hertzienne terrestre des services de télévision en mode analogique. ». **Les décisions prises par le Conseil de la concurrence ne sauraient donc en aucun cas régler d'éventuels problèmes que la position dominante de TDF sur le marché de la diffusion en mode numérique pourrait soulever.**
- fort de l'expérience des problématiques concurrentielles rencontrées dans le passé et en l'absence d'engagements structurels de la part de TDF sur le marché de la diffusion numérique, il ne fait pas de doute qu'une régulation ex ante est nécessaire pour prévenir toute réédition de pratiques anticoncurrentielles.

Question 3 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'exclusion ou l'inclusion dans le marché de gros pertinent, des services de gros de diffusion de la TMP et sur l'opportunité d'imposer des obligations à TDF le cas échéant.

Même si des questions demeurent sur le calendrier et le modèle économique de la TMP, Canal + considère que ce nouveau mode de diffusion répond à une attente des consommateurs de services audiovisuels et devrait trouver rapidement son marché. Cette opinion est d'ailleurs partagée par TDF dont l'administrateur directeur général Patrick Babin déclarait récemment dans une interview « La TMP est le premier média convergent. Une révolution de la mobilité pour la télévision. Nous y croyons vraiment. ». TDF confirmait dans cette même interview vouloir être le « prestataire technique de la TMP ».

Le poids économique du marché de la TMP pourrait être considérable dans les prochaines années. D'après nos estimations, le coût du seul multiplexe de la TMP (pour

une couverture d'environ 70% de la population) sera plus de 6 fois supérieure à celui des 6 multiplexes réunis de la TNT.

Par ailleurs, il convient de prendre en compte le fait que, si 6 multiplexes doivent négocier avec TDF pour le déploiement de la TNT, 1 seul se trouvera face à TDF pour le déploiement de la TMP. On peut donc légitimement craindre une puissance de négociation de TDF encore accrue dans le domaine de la TMP par rapport à la TNT.

Enfin, de très nombreux sites existants de TDF utilisés pour la TNT et non duplicables seront également utilisés pour la diffusion de la TMP.

Toutes ces raisons militent pour que le marché de la TMP ne soit pas exclu d'emblée du marché de gros pertinent susceptible de faire l'objet d'une régulation.

Pour autant, on ne peut pas nier que des incertitudes demeurent sur le calendrier et l'ampleur du déploiement de la TMP en France. De plus, même si de nombreux sites sont communs à la TNT et à la TMP, l'architecture de réseau pour les deux modes de diffusion différera sensiblement. Dès lors, il peut apparaître prématuré ou non proportionné d'imposer des obligations à TDF dans le domaine de la TMP. L'Autorité, ayant inclus les services de gros de diffusion de la TMP dans le marché de gros pertinent, pourra à tout moment et en fonction de l'évolution du marché de la TMP décider d'y imposer des obligations.

Question 4 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'exclusion ou l'inclusion du marché de gros pertinent des services de gros de diffusion de la radio en mode FM.

Question 5 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'exclusion ou l'inclusion du marché de gros pertinent des services de gros de diffusion de la radio en mode numérique.

NP

Question 6 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur ces deux scénarios et à proposer s'ils le jugent pertinents d'autres scénarii. En particulier, dans le cas du scénario 2, les contributeurs sont invités à commenter la distinction proposée par l'Autorité et, s'ils la jugeaient inappropriée, à indiquer précisément d'une part l'ensemble de sites de TDF qu'ils estiment non répliquable, et d'autre part l'ensemble des critères sur lesquels ils considèreraient pertinent d'opérer cette distinction.

Canal + partage l'analyse de l'ARCEP selon laquelle une grande partie des sites de TDF ne sont pas répliquables et constituent une infrastructure essentielle. De ce fait, une obligation d'orientation des tarifs d'accès à ces sites vers les coûts s'impose, comme cette obligation s'est imposée pour l'accès à la boucle locale de France Télécom, autre infrastructure incontournable.

Compte tenu des caractéristiques spécifiques du marché de la diffusion audiovisuelle décrites ci-dessus, Canal + considère que **la réglementation en vigueur basée sur la**

seule proscription des tarifs d'éviction recèle des effets pervers, contraires à l'objectif recherché de développement de la concurrence. En effet, Canal + constate qu'au moins 50% du prix d'accès à un site correspond à l'offre régulée de TDF et entre donc dans le champ de la non éviction. Alors même qu'aucun concurrent à TDF n'est susceptible de proposer une offre alternative à Canal +, TDF peut ainsi s'abriter derrière cette contrainte réglementaire pour refuser toute négociation sur ces tarifs régulés. La négociation tarifaire sur un site est donc réduite dans le meilleur des cas à 50% de l'ensemble du coût d'accès à ce site.

Pour Canal +, la liste des sites concernés par cette obligation d'orientation vers les coûts devrait comprendre a minima l'ensemble des sites du réseau principal mais sans doute aussi un certain nombre de sites du réseau secondaire qu'il conviendrait de déterminer au regard des critères pour la plupart énoncés par l'Autorité dans sa consultation (hauteur du pylône, localisation géographique mais aussi contraintes administratives...).

Il n'est pas exclu cependant que la détermination des sites du réseau secondaire non répliquables s'avère dans la pratique complexe ou sujet à contestations. Les contraintes administratives, par exemple, qui pèsent lourds dans la capacité ou pas de répliquer un site sont difficilement identifiables a priori. En conséquence, Canal + considère qu'un dispositif de régulation aménagé par rapport au dispositif actuel pourrait être pertinent pour les sites du réseau secondaire.

Dans la mesure où la puissance significative de TDF s'étend également sur le marché des sites du réseau secondaire et où les barrières à l'entrée sur ce marché vont perdurer à l'horizon de l'analyse, un remède réglementaire plus pertinent que la seule proscription des tarifs d'éviction nous semble être une obligation d'orientation vers les coûts sous réserve de ne pas pratiquer des tarifs d'éviction. Une telle obligation, comme imposée par l'Autorité à France Télécom sur le marché de gros des offres haut débit, permettrait à la fois d'empêcher une surfacturation des offres de gros de TDF dans les zones où aucun concurrent n'est susceptible d'intervenir et inversement de prévenir une tarification trop agressive des offres qui aurait pour effet de décourager l'investissement là où celui-ci pourrait être économiquement pertinent.

L'évaluation du niveau d'éviction d'un tarif est un exercice délicat et doit être mené par l'Autorité dans la plus grande transparence possible. Ainsi, il conviendrait qu'un modèle de coûts de l'accès et de l'hébergement dans les sites de diffusion soit défini en concertation avec le secteur. L'Autorité pourrait, sur la base de ce modèle, conduire ses analyses et trancher, le cas échéant, un différend entre concurrents sur la tarification applicable à un site.

Sur les obligations de publicité des informations comptables

Dans sa décision du 8 avril 2008 portant sur les obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à TDF, l'ARCEP avait considéré que la publicité d'informations relatives aux offres de gros de TDF n'était pas proportionnée. La

raison invoquée par l'Autorité résidait dans le fait que les clients éditeurs ou opérateurs de multiplexe de TDF auraient pu utiliser les données publiées pour négocier les prix avec TDF, plutôt que de faire appel à la concurrence et donc que cette publicité des coûts aurait pu avoir un effet pervers sur la concurrence. Dans la mesure où l'Autorité considérerait qu'au moins une partie des sites de TDF constitue une infrastructure essentielle, il nous semble que la révision du cadre réglementaire devrait intégrer également une évolution des règles applicables en matière de publicité donnée aux informations comptables. La mise à disposition des parties intéressées des informations comptables, sous réserve du respect du secret des affaires, est préconisée par la recommandation de la Commission européenne relative à la séparation comptable. De plus, l'expérience de la mise en œuvre des obligations de séparation comptable pesant sur France Télécom montre à quel point la publicité est importante pour donner tout son effet utile à ce type d'obligation.

Question 7 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur les différentes évolutions envisagées s'agissant des modalités de publication des offres de gros de TDF, en particulier sur la pertinence d'une obligation incombant à TDF de respecter :

- un préavis minimal de trois mois avant toute modification technique ou tarifaire de son offre publique ;*
- un délai maximal d'un mois pour la publication, sur un site donné, des prestations techniques et tarifaires correspondantes de ses offres de gros, à compter de la publication des gabarits par le CSA ;*
- un délai minimal de deux mois entre la publication, sur un site donné, des prestations techniques et tarifaires des offres de gros de TDF et l'offre correspondante de TDF auprès d'un multiplexe sur le marché aval.*

Canal + est favorable aux évolutions qui conduisent à donner aux concurrents et aux clients de TDF la meilleure visibilité sur l'évolution des offres de cette dernière. Pour autant, il convient de concilier cette exigence de visibilité avec d'une part les réalités techniques (délai incompressible d'études) et d'autre part la nécessaire souplesse qui doit prévaloir dans les relations commerciales pour que les offres de TDF s'adaptent au mieux aux besoins spécifiques de chaque client. Ainsi, le délai minimal de deux mois entre la publication, sur un site donné, des prestations techniques et tarifaires des offres de gros de TDF et l'offre correspondante de TDF auprès d'un multiplexe sur le marché aval ne saurait s'appliquer si une demande de modification de l'offre émane du diffuseur ou du multiplexe. Il n'y aurait en effet aucune raison de retarder dans le temps l'application d'une offre répondant mieux aux besoins d'un diffuseur et/ou lui permettant de réaliser des économies sur ses coûts de diffusion.

Question 8 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'opportunité d'imposer à TDF l'obligation de publier une offre de référence sur tout ou partie de ses prestations de gros.

Canal + considère que la publication d'une offre de référence constitue un outil minimal et indispensable à une régulation effective du marché. Dans la définition de cette offre de référence, Canal + invite bien évidemment l'Autorité à utiliser l'expérience très riche acquise au travers des offres de référence d'interconnexion ou d'accès à la boucle

locale de France Télécom. Cette expérience conduira naturellement l'Autorité à inclure dans l'offre de référence l'ensemble des prestations de gros de TDF et pas seulement une partie d'entre elles.

En effet, l'histoire de l'interconnexion ou du dégroupage montre que l'opérateur puissant sur le marché en question a toujours profité des oublis ou lacunes des offres de référence pour dresser des barrières techniques et/ou tarifaires à l'entrée sur ce marché. L'offre de référence ne doit pas et ne peut pas avoir pour objectif de régler dans leur moindre détail les relations entre les acteurs du marché mais elle doit fixer l'ensemble des principes prévalant à ces relations, principes qui pour certains d'entre eux feront l'objet de travaux complémentaires dans le groupe de travail multilatéral « diffusion audiovisuelle » déjà mis en place par l'Autorité (les groupes de travail techniques sur l'interconnexion et le dégroupage ont joué un rôle capital dans la mise en œuvre des offres de références dans ces domaines). **L'offre de référence devra donc contenir la définition précise des prestations de gros de TDF, prestations suffisamment désagrégées pour que ses utilisateurs puissent avoir accès aux seuls éléments dont ils ont besoin et pour que l'Autorité puisse utilement contrôler le respect du principe d'orientation vers les coûts.** L'expérience du dégroupage encore conduira l'Autorité à définir, dès la première offre de référence et en concertation avec le secteur, des indicateurs de suivi de qualité de service fiables et précis.

Question 9 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur la pertinence d'une intégration des frais d'études dans les tarifs récurrents de ses offres de gros.

Dans la mesure où la couverture nationale de la TNT devrait nécessiter une présence dans au moins 1200 sites de diffusion (entre 1500 et 2000 pour un multiplexe gratuit et sans doute plus du double pour la TMP), la facturation de frais d'études à l'acte par TDF pour chaque site peut représenter une charge financière non négligeable pour un diffuseur et un sérieux frein à la recherche de diffuseur alternatif. Canal + considère d'ailleurs que le montant de ces frais d'études, de plusieurs milliers euros par site, est vraisemblablement supérieur aux coûts réels encourus par TDF. L'industrialisation des études techniques de sites génère forcément pour TDF des économies d'échelle qu'elle ne semble pas avoir entièrement répercutées sur ses tarifs.

Canal + est donc favorable à un encadrement plus strict de ces frais d'études qui devraient être intégrés dans les tarifs récurrents des offres de gros de TDF et orientés vers ses coûts.

Question 10 : L'Autorité invite les contributeurs à indiquer les raisons qui peuvent conduire actuellement les diffuseurs clients de TDF à ne jamais souscrire à l'offre d'hébergement seule, ainsi que sur les obligations qui pourraient être pertinentes et proportionnées pour y remédier.

L'absence de recours à la seule offre d'hébergement est due à la fois à un manque d'appétence des diffuseurs alternatifs pour installer leur propre système antenne

(coûts de ces installations et de leur entretien, absence d'économies d'échelle et de gamme...) et à une inadéquation de cette offre aux besoins (offre pas suffisamment transparente, tarifs trop élevés...).

Question 11 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur la pertinence d'une obligation de transmettre des informations relatives aux offres proposées par TDF sur le marché aval.

Sur la pertinence d'imposer des obligations relatives au marché aval, voir la réponse à la question 13.

Question 12 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur le maintien du dispositif de régulation ex ante existant sur le marché de gros de la diffusion hertzienne de la télévision en mode analogique.

Compte tenu de l'extinction de la diffusion hertzienne analogique programmée pour le 30 novembre 2011, Canal + ne juge pas opportun de renforcer le dispositif actuel de régulation de ce mode de diffusion. **Pour autant, il nous semble important de maintenir les obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable pesant sur TDF dans la phase transitoire entre le 1^{er} avril 2009 et l'arrêt définitif de ce mode de diffusion.**

En effet, le maintien de ces obligations se justifie dans la mesure où une partie très importante des infrastructures utilisées pour la diffusion analogique (on peut considérer que près de 100% des sites pour la diffusion analogique seront réutilisés pour la diffusion numérique) coïncide avec les infrastructures du numérique. De ce fait, pour vérifier que TDF ne tire pas un avantage indu de sa puissance sur le marché de la diffusion analogique au profit de son activité sur le marché de la diffusion numérique, en facturant par exemple aux éditeurs deux fois des coûts communs qui, pour elle, sont mutualisés, il convient que le régulateur puisse continuer à avoir accès à des informations comptables sur ce premier marché. Cela nous paraît d'autant plus pertinent que la durée de vie de la plupart des équipements nécessaires à la diffusion est très longue (20/30 ans).

De plus, le maintien d'obligations en matière de comptabilisation des coûts et de séparation comptable ne saurait représenter une charge excessive pour TDF puisqu'il s'agit là de remèdes réglementaires très peu intrusifs et qu'il a déjà mis en œuvre.

Enfin, il convient de rappeler que l'Autorité peut à n'importe quel moment, en fonction de l'évolution du marché et donc de la date de la disparition effective de la diffusion analogique, alléger ou supprimer des mesures réglementaires devenues inutiles. L'Autorité a déjà, plusieurs fois dans le passé, mis en œuvre ce pouvoir, par exemple pour les marchés de la téléphonie fixe.

Question 13 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur le maintien de l'absence de régulation ex ante du marché aval des services de diffusion de la télévision en mode numérique, en particulier au regard des propositions formulées par l'Autorité

dans le présent document quant à la régulation sur le marché de gros amont correspondant.

Canal + considère que l'action du régulateur doit se concentrer sur le marché amont de la diffusion et la révision du dispositif réglementaire qui s'y applique. Sous réserve de la mise en œuvre effective des évolutions proposées par Canal+ ci-dessus, il ne nous semble pas nécessaire d'imposer à TDF de nouvelles obligations sur le marché aval des services de diffusion de la télévision en mode numérique. Pour autant, l'Autorité devra rester vigilante quant à l'évolution des conditions de concurrence sur ce dernier marché, en analysant notamment les informations récoltées au titre des obligations de séparation comptable et de comptabilisation des coûts pesant sur TDF. Si des dysfonctionnements venaient à apparaître, l'Autorité pourrait évidemment utiliser son pouvoir de saisine du Conseil de la concurrence.